



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 22/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TANK SOLUTIONS NORMANDIE
ROUTE INDUSTRIELLE
PORT DU HAVRE n°5279
76430 SANDOUVILLE

Références : 20220928_VI_TSN_Sandouville_RecolementAPC_Eau

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement TANK SOLUTIONS NORMANDIE implanté route industrielle – port du Havre n° 5279 - 76430 SANDOUVILLE. L'inspection a été annoncée le 04/07/2022.

Par arrêté préfectoral du 2 février 2022, l'exploitant est autorisé à traiter les effluents aqueux issus de l'activité du second site de lavage TSN situé à Gonfreville l'Orcher. L'objectif de la visite d'inspection était de vérifier par sondage le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 02/02/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TANK SOLUTIONS NORMANDIE
- RTE INDUSTRIELLE PORT DU HAVRE NUMERO 5279 76430 SANDOUVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005801086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui
- Activité principale : Lavage de citernes industrielles et traitement des effluents

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement par sondage de l'arrêté préfectoral 2 février 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
3	Alimentation en combustible	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 9.1.2.3	/	Lettre de suite préfectorale
4	Ressources en eau et en Mousse	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.6.1	/	Lettre de suite préfectorale
8	Rejets Aqueux : Gidaf	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.2	/	Lettre de suite préfectorale

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
9	Rejet eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

•

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.2	/	Sans objet
2	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.4	/	Sans objet
5	rétenion et confinement	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.4.2	/	Sans objet
6	consignes	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 2.3	/	Sans objet
7	Risque Inondation	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.7	/	Sans objet
8	Rejets Aqueux : Gidaf	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.2	/	Sans objet
10	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.3.2	/	Sans objet
11	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.4.4	/	Sans objet
12	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.2.2	/	Sans objet
13	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 3.2	/	Sans objet
14	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.5.1	/	Sans objet
15	Système de management environnemental	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 2.2	/	Sans objet
16	registre déchets	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 5.2.1	/	Sans objet
17	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.2.4	/	Sans objet
18	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.2.5	/	Sans objet
19	Propreté	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 2.5.1	/	Sans objet

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
20	Règles de gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.4.4	/	Sans objet
21	Gaz – limite de propriété	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 9.2.1	/	Sans objet
22	Accessibilité au stockage	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 9.2.2.1	/	Sans objet
23	point de prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.4.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'apporter les justificatifs de conformité en respectant les délais qui lui sont indiqués .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées par l'APAVE les 6 et 7 décembre 2021. 38 non-conformités ont été relevées dont 10 récurrentes et 2 pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion selon la conclusion de l'attestation APSAD Q18. Par mail du 13/10/2022, l'exploitant a transmis une extraction des bons de travaux indiquant la clôture des actions visant à lever les 38 NC du rapport de vérification des installations électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : La dernière version de l'ARF (Analyse du Risque Foudre) date du 07/01/2015. L'étude technique (ET) qui en découle date du 08/01/2015. La dernière vérification visuelle des installations de protection contre la foudre a été réalisée le 14/12/2021 et la dernière vérification complète a été réalisée le 14/12/2020. Ces deux vérifications ont été réalisées par l'Apave. Les deux rapports sont sans observations. Néanmoins, les deux rapports ne se réfèrent pas à la dernière version de l'ET (de 2015) mais à une version de 2012. L'exploitant pense que l'Apave a dû se référer à la version de 2012 car c'est elle qui avait réalisé l'ET (contrairement à celle de 2015).
Demande 1 : pour la prochaine vérification des installations de protection contre la foudre, l'exploitant transmettra la dernière version de l'étude technique à l'organisme de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 9.1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Chaudière
Prescription contrôlée : Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz
Constats : L'exploitant a indiqué que la chaudière ne dispose que d'une vanne de coupure de l'alimentation de gaz et que celle-ci n'est pas automatique mais manuelle. Néanmoins, la chaudière ne fonctionne que très rarement (hors période de fonctionnement, la vanne d'alimentation est fermée) car TSN n'utilise quasiment que la vapeur provenant de chez Sédibex (réseau de vapeur SEMEDI). La dernière utilisation de la chaudière date du 15/10/2020. Par ailleurs, la chaudière est en mode de marche APHP (Avec Présence Humaine Permanente) : la présence d'un opérateur qualifié est obligatoire pendant les phases de démarrage, d'exploitation et d'arrêt de la chaudière. Par mail du 13/10/2022, l'exploitant a transmis une procédure concernant la présence humaine permanente dans le local chaufferie lors du fonctionnement de la chaudière. L'exploitant a indiqué qu'un remplacement de la chaudière est à l'étude ; ce qui permettra de mettre le local chaudière en conformité avec l'arrêté préfectoral.
Demande 2 : l'exploitant transmettra à l'inspection des éléments justifiant les démarches mises en place pour que la chaufferie soit conforme à l'arrêté préfectoral du 02/02/2022 ; notamment concernant la présence de 2 vannes automatiques redondantes de coupure de l'alimentation de gaz. Le détecteur gaz du local chaufferie a été vérifié par Engie Solution le 19/08/2022 et son fonctionnement a été jugé satisfaisant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie et extincteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de moyens d'intervention appropriés aux risques, notamment : [...];</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'au moins 3 appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, les installations susceptibles d'être à l'origine d'un incendie se trouvent à moins de 100 m d'un appareil et que, d'autre part, elles se trouvent à moins de 200 m d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur, pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, lorsqu'elle est couverte, et, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières et déchets entreposés.
<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 30/11/2021. Le compte-rendu de vérification périodique Q4 ne relève aucune non-conformité.</p> <p>Les débits de 2 poteaux incendie ont été mesurés le 06/12/2021. Ils sont conformes à l'AP. Par mail du 13/10/2022, l'exploitant a indiqué que la dernière vérification de la troisième borne incendie (située au niveau du parking) a été effectuée le 6 décembre 2021. Il n'a néanmoins fourni aucun justificatif. La prochaine vérification de ce troisième hydrant est prévue en décembre 2022.</p> <p><u>Demande 3 :</u> l'exploitant transmettra le rapport de vérification (réalisé en décembre 2022) de la borne incendie situé au niveau du parking.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : rétention et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à prévenir les pollutions accidentelles, en maintenant notamment sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les matières écoulées lors d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement se fait manuellement grâce à des ballons gonflant remplis avec des bouteilles d'air comprimé. Le matériel est stocké dans le local maintenance.</p> <p>Il y a deux conduits à obturer sur le site (au niveau des séparateurs d'hydrocarbure). Les obturateurs sont testés tous les six mois. Le dernier test date du 23/05/2022. L'inspection note l'absence de procédure d'utilisation des ballons obturateurs et de marquage au niveau des séparateurs d'hydrocarbure visant à localiser les conduits à obturer.</p> <p><u>Demande 4 :</u> l'exploitant établira une procédure sur l'utilisation des obturateurs (emplacement des ballons et des bouteilles d'air, emplacement des points de rejet, fonctionnement du dispositif, ...)</p> <p><u>Demande 5 :</u> l'exploitant mettra en place un signalement au niveau des deux séparateurs d'hydrocarbure pour indiquer l'emplacement des conduits à obturer.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 2.3
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention et incompatibilité
Prescription contrôlée : Ces consignes d'exploitations précisent : [...] - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; [...] - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.
Constats : L'état des bacs de stockage et des rétentions du site est vérifié mensuellement par un opérateur qui remplit une fiche de contrôle. L'inspection a contrôlé par sondage ces fiches et n'a pas identifié de remarque. Le jour de la visite, le dernier contrôle datait du 15/09/2022. Le site dispose d'une consigne nommée « règle de stockage de produit chimique » qui donne notamment des indications sur l'incompatibilité de produits. Le tableau sur l'incompatibilité des produits est également affiché sur site, au niveau du stockage des produits en récipients mobiles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Risque Inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.7
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure inondation
Prescription contrôlée : Une procédure en cas d'inondation doit être élaborée [...]
Constats : Une procédure en cas d'inondation a été élaborée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets Aqueux : Gidaf

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : <i>voir arrêté préfectoral</i>
Constats : Les résultats d'autosurveillance du rejet des eaux résiduaires sont transmis mensuellement par l'exploitant via le site internet GIDAF. La lecture des résultats sur les 3 derniers mois précédant la visite ne montre pas de dépassement significatif : - 252 m ³ consommés le 25 juillet : dépassement du volume autorisé fixé à 250 m ³ /j par l'AP ; - 257 m ³ consommés le 16 juin : dépassement du volume autorisé fixé à 250 m ³ /j ; - concentration en phosphore total de 3,3 mg/l le 15 juin : valeur limite fixée à 3 mg/l par l'AP. Un contrôle inopiné a été réalisé les 19 et 20 mai 2022 : aucun dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) n'a été identifié. GIDAF indique néanmoins des dépassements : le logiciel était mal paramétré (problème d'unité notamment : certaines VLE étaient en « µg » ou lieu « mg ») ; le problème est aujourd'hui réglé. Un contrôle inopiné a été réalisé les 8 et 9 septembre 2022 : les résultats montrent un dépassement en composés organiques halogénés (AOX) : 1,5 mg/l pour une VLE fixée à 1 mg/l par l'AP. L'exploitant n'a pas transmis sa déclaration GIDAF pour le mois d'août. <u>Demande 6 :</u> l'exploitant transmettra son autosurveillance des rejets d'eau résiduaire via GIDAF pour le mois d'août 2022. <u>Demande 7 :</u> l'exploitant veillera à ne pas dépasser les VLE pour les paramètres AOX et Phosphore et mettra en place des actions correctives le cas échéant.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rejet eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définie : <i>Voir arrêté préfectoral</i>
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir encore réalisé l'analyse des eaux pluviales. Cette analyse est programmée en novembre 2022. <u>Demande 8 :</u> l'exploitant transmettra les résultats d'analyse des eaux pluviales en sortie de séparateur d'hydrocarbure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant [...]
Constats : Par mail du 13 octobre 2022, l'exploitant a transmis le plan des réseaux : <ul style="list-style-type: none">- d'eau industrielle,- d'eau potable,- d'eau pluviale,- d'eau résiduaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, curage des séparateurs d'hydrocarbure
Prescription contrôlée : Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le curage des séparateurs d'hydrocarbure est programmé sur la GMAO de manière à être réalisé annuellement. Par mail du 26/09/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un BSDD (bordereau de suivi de déchets dangereux) justifiant un curage en septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.2.2
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks des produits présents sur site. Celui-ci est mis à jour chaque lundi et permet d'anticiper les commandes de produits à venir.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 3.2
Thème(s) : Produits chimiques, PGS
Prescription contrôlée : Si l'installation consomme plus d'une tonne de solvants par an, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.
Constats : L'exploitant a fourni la synthèse du plan de gestion de solvants 2021 concernant TSN. La quantité de solvant consommé en 2021 est de 23,8 tonnes. L'inspection rappelle à l'exploitant que le plan de gestion de solvant doit conclure sur le bilan établi et étudier la mise en place d'actions visant à réduire la consommation de solvant. Ce point est susceptible d'être approfondi lors d'une prochaine visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des contenants à laver. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.
Constats : Le site, fermé entre 5h30 et 20h30 par une barrière automatique, est sous surveillance vidéo. Les transporteurs peuvent accéder au site grâce à un code d'accès. A l'entrée, les horaires de réception des citernes n'étaient pas affichés.
Demande 9 : l'exploitant affichera à l'entrée du site a minima le numéro du cadre d'astreinte, les horaires d'ouverture du site et les règles de circulation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, SME
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié conformément à l'arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.
Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection le document décrivant le système de management environnemental adapté au site. Il a indiqué qu'un audit sur ce système de management aurait lieu courant du 1er trimestre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, registre déchets
Prescription contrôlée : Les contenants destinés à être lavés reçus sur l'installation sont vides et doivent être accompagnés d'un document précisant :- la provenance des contenants : raison sociale, adresse ;- le type de contenants ;- la nature des résidus ;- les risques associés aux résidus. Ces données sont enregistrées et conservées pendant une durée de cinq ans dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a vérifié par sondage le remplissage du registre déchets. Celui-ci est à présent réalisé via Trackdéchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Le jour de la visite, le site était efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
Constats : Le jour de la visite, les voies de circulation et d'accès étaient propres et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 2.5.1
Thème(s) : Autre, Propreté
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Le jour de la visite, les installations contrôlées étaient dans un bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Règles de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 8.4.4
Thème(s) : Produits chimiques, rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'inspection a contrôlé par sondage que les réservoirs (notamment dans la zone de stockage de produits en récipients mobiles) contenant des produits incompatibles n'étaient pas associés à une même rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Gaz – limite de propriété

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 9.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Le réservoir de gaz inflammable liquéfié est implanté de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 5 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site.
Constats : Le site dispose d'une cuve de 12,5 t de propane. Celle-ci est à plus de 5 mètres des limites du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Accessibilité au stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Le stockage est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin.
Constats : Le stockage de gaz est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : point de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2022, article 4.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, point de prélèvement
Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). [...] Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.
Constats : Les points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure sont aisément accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite